



## Etude préalable sur l'économie agricole et mesures compensatoires





## Table des matières

1.	Présentation générale du projet .....	3
1. 1.	B) La localisation du projet .....	3
1. 2.	Fonctionnement .....	3
1. 3.	C) Bâtiments .....	4
1. 4.	Plan d'aménagement .....	4
2.	Analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné.....	5
2. 1.	Définition du territoire concerné .....	5
2. 2.	Dynamique économique agricole du secteur, de la production primaire, de la transformation et de la première commercialisation .....	11
3.	Analyse des incidences du projet sur l'économie agricole.....	20
3. 1.	Impacts du projet sur l'économie agricole .....	20
3. 2.	Mesures d'évitement et de réduction des impacts négatifs.....	22
3. 3.	Identification des autres projets connus, potentiellement concernés par la compensation agricole collective.....	22
3. 4.	Impact sur l'économie agricole prenant en compte les mesures d'évitement et de réduction.....	23
4.	Proposition de mesures de compensation et modalités de mise en œuvre .....	24
4. 1.	Proposition de mesures de compensation .....	24
4. 1.	Mise en paiement des mesures .....	25

## Tables des illustrations

Figure 1: Première proposition de contour du périmètre d'études.....	6
Figure 2: Petites Régions Naturelles .....	7
Figure 3: Assolement principal des communes à proximité du projet.....	8
Figure 4: Périmètre d'études .....	10
Figure 5: Culture principale de l'îlot en 2017 .....	12
Tableau 1: Orientation principale des exploitations des communes à proximité du projet .....	9
Tableau 2: Autres cultures présentes sur le territoire.....	14
Tableau 3: Assolement type simplifié de la zone d'étude .....	17
Tableau 4: Valeur économique pour chaque production .....	18
Tableau 5: Valeur économique prenant en compte la transformation .....	19
Tableau 6: Impacts résiduels .....	21
Tableau 7: Potentiel économique agricole de l'ensemble des superficies concernées : 1,1 ha (hors mesures de réduction d'impact). .....	22
Tableau 8: Impact sur l'économie agricole .....	23

## 1. Présentation générale du projet

La Région Centre-Val de Loire a engagé en 2015 une étude prospective sur les capacités d'accueil des lycées publics de son territoire, afin d'anticiper sur les besoins liés aux évolutions démographiques calculées à horizon 2025 par le dernier rapport de l'INSEE (juin 2014). Ainsi, en 2025, la Région Centre devrait accueillir plus de 4000 lycéens supplémentaires. Concernant l'axe ligérien et la métropole orléanaise, le choix du secteur d'implantation d'un **nouveau lycée s'est porté sur la Commune de Châteauneuf-sur-Loire**.

Ce projet regroupera l'ensemble des bâtiments et éléments nécessaires au bon fonctionnement d'un établissement d'enseignement secondaire c'est-à-dire des locaux d'enseignement, des équipements sportifs, des locaux de restauration et d'administration ainsi qu'un internat et des logements de fonction.

Des places de stationnement seront également prévues, tant pour le corps enseignant et le personnel que pour les élèves et la desserte en bus.

L'ensemble de ces aménagements s'inscrira dans l'environnement du site du projet par l'attention particulière qui sera portée à leur traitement paysager.

### 1. 1. B) La localisation du projet

Le site du projet est localisé en partie Nord-Est du territoire communal à environ 2 km du centrebourg de Châteauneuf-sur-Loire au lieu-dit l'Aunière. Il est bordé :

- à l'Est, par la D952,
- au Sud, par des espaces boisés et cultivés,
- à l'Ouest, par la D2460,
- au Nord, par la D2060

Plus de la moitié de la surface du site est occupée par des boisements, le reste est composé de prairies ainsi que d'une lande. Il est traversé par un fossé et est partiellement occupé par une zone humide.

### 1. 2. Fonctionnement

Le projet consiste en la construction d'un Lycée à la fois d'Enseignement Général et Technologique et Professionnel **dont l'ouverture est projetée à la rentrée 2023**. Il vise à accueillir plus de 1200 élèves.

En effet, environ 855 élèves sont attendus en voie générale et technologique, 234 en bac professionnel et 120 en brevet de technicien supérieur.

La voie générale et technologique proposera les baccalauréats de la voie générale auxquels s'ajouteront un baccalauréat technologique sciences et technologies du management et de la gestion (STMG) ainsi qu'un baccalauréat technologique sciences et technologies de l'industrie et du développement durable (STI2D)

Deux baccalauréats professionnels seront proposés :

- Bio-industries de transformation
- Procédés de la chimie de l'eau et des papiers-cartons.



À cela s'ajoutera, un baccalauréat professionnel « environnement » ou un baccalauréat professionnel Tertiaire (sans plateau technique particulier). Ce baccalauréat pourra être précisé ultérieurement, selon les nouveaux référentiels élaborés par l'Education Nationale.

Les voies professionnelles seront également complétées par un parcours pouvant aller jusqu'au Brevet de Technicien Supérieur avec l'ouverture d'un BTS Métiers de l'eau, ainsi qu'un BTS pilotage des procédés (colorés agroalimentaires).

### 1. 3. C) Bâtiments

Plusieurs bâtiments auront vocation à être créés dans le cadre de ce projet :

- Les locaux à destination de la vie scolaire : la vie scolaire, l'administration, l'infirmerie, les lieux destinés aux enseignants, la restauration ... ;
- Les locaux d'enseignement : salles de classe, les ateliers... ;
- Les aménagements destinés aux activités sportives : gymnase, terrains extérieurs... ;
- Les locaux techniques ;
- Les locaux d'hébergement : logements de fonction et internat ;
- Les espaces extérieurs de stationnement et de circulation.

### 1. 4. Plan d'aménagement

Le plan ci-dessous illustre les aménagements prévus sur le site dans le cadre du projet.

À ce stade d'avancement du projet, ce plan a été élaboré en tenant compte des besoins en construction identifiés et des contraintes environnementales du site. Le plan AVP qui sera réalisé au stade du permis de construire permettra de préciser le projet sur la base de ce scénario capacitaire.

:



Conception : Agence TendreVert

## 2. Analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné

### Rappel du décret : n°2016-1190

« L'étude préalable comprend :

- 1° Une description du projet et la délimitation du territoire concerné ;
- 2° Une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné. Elle porte sur la production agricole primaire, la première transformation et la commercialisation par les exploitants agricoles et justifie le périmètre retenu par l'étude »

### 2. 1. Définition du territoire concerné

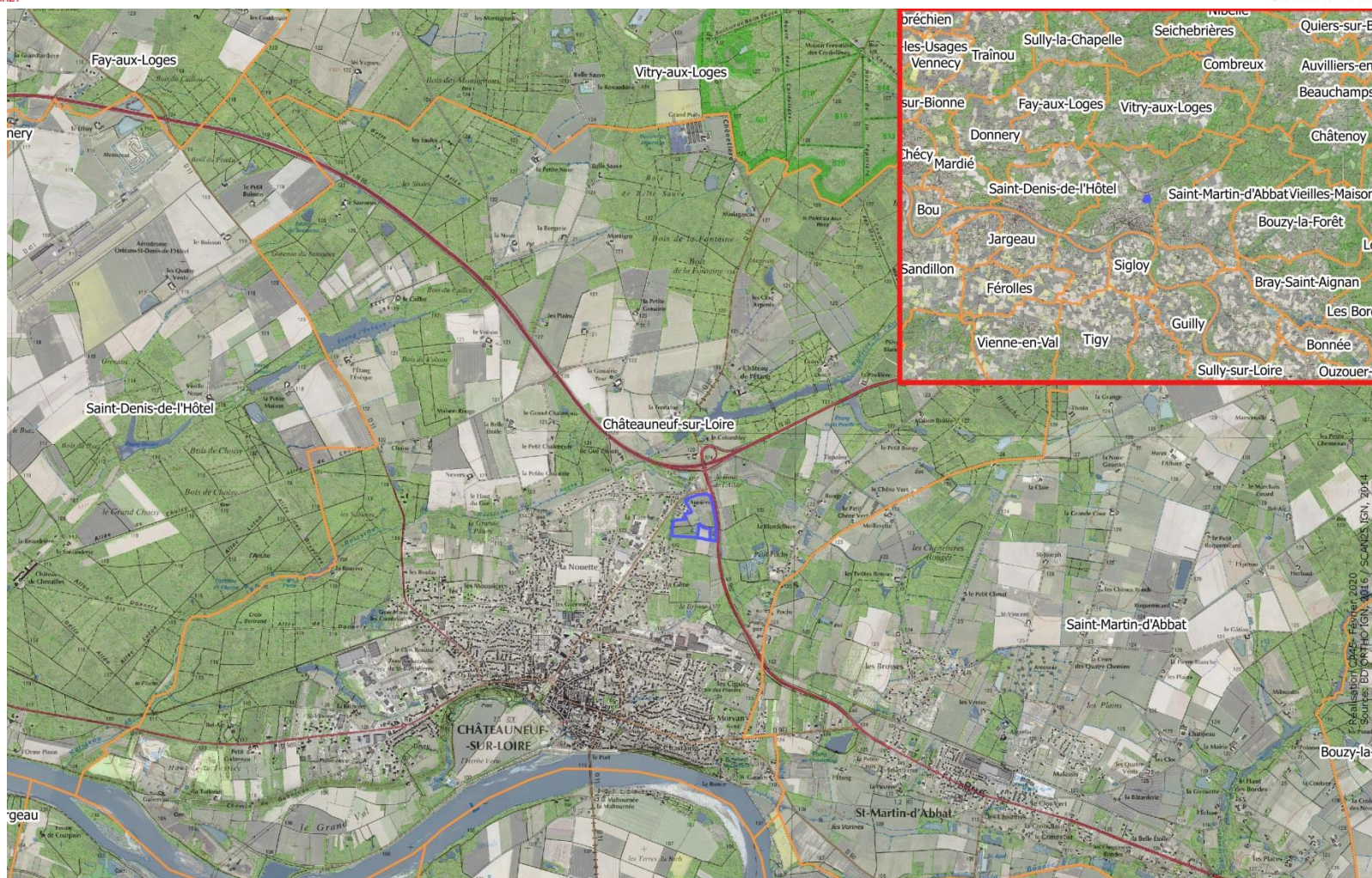
Cette première partie vise à définir un territoire cohérent et homogène sur le plan de l'économie agricole. Ce territoire servira de base de travail (assolement, filière, économie, emploi...) à l'ensemble de l'étude. Afin de construire ce périmètre, différents facteurs ont été pris en compte.

#### 2. 1. 1. La commune directement concernée par les emprises

La détermination du territoire concerné prend en compte la commune de Châteauneuf-sur-Loire. Cette commune est celle qui est concernée par l'emprise du projet. Elle constitue le premier périmètre impacté.



**Figure 1: Première proposition de contour du périmètre d'études**



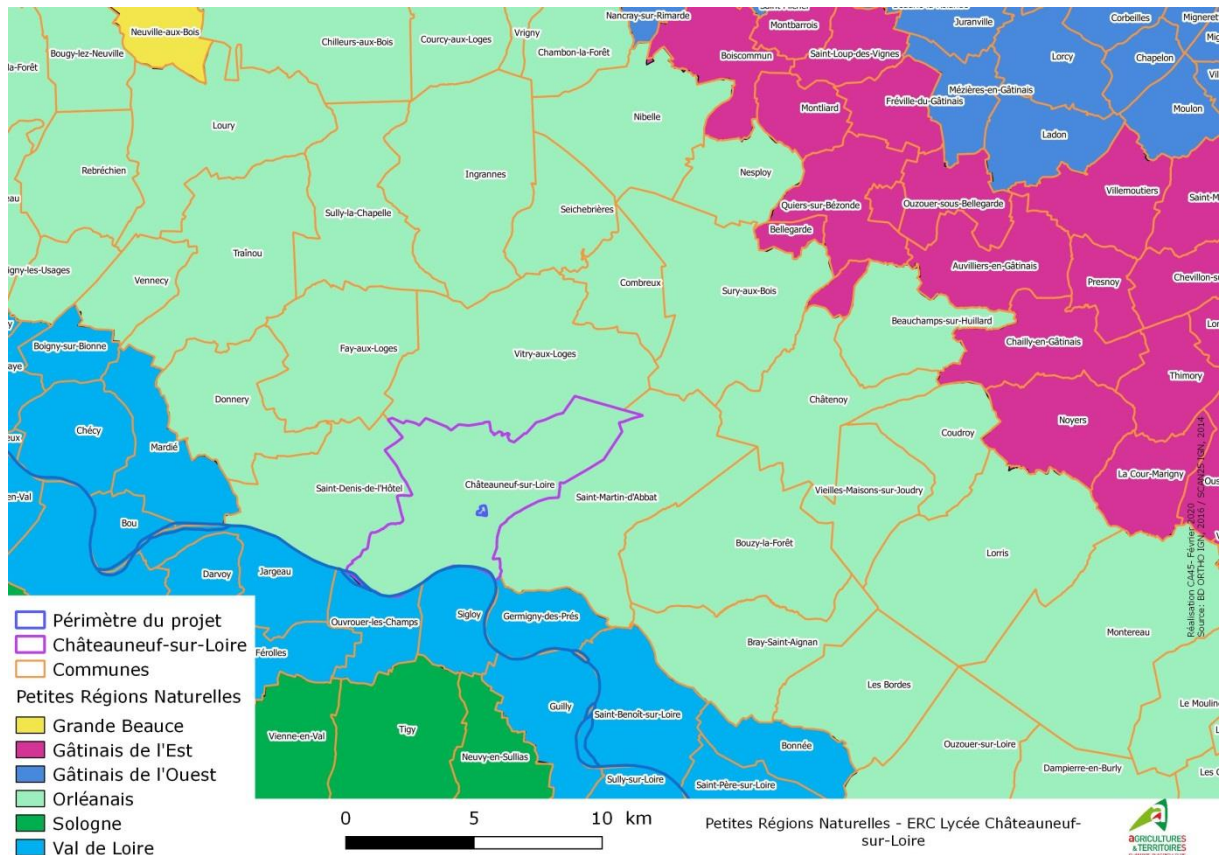
Périmètre du projet  
 Communes

0 5 10 km

Limite du projet - ERC Lycée Châteauneuf-sur-Loire



## 2. 1. 2. Les petites régions naturelles

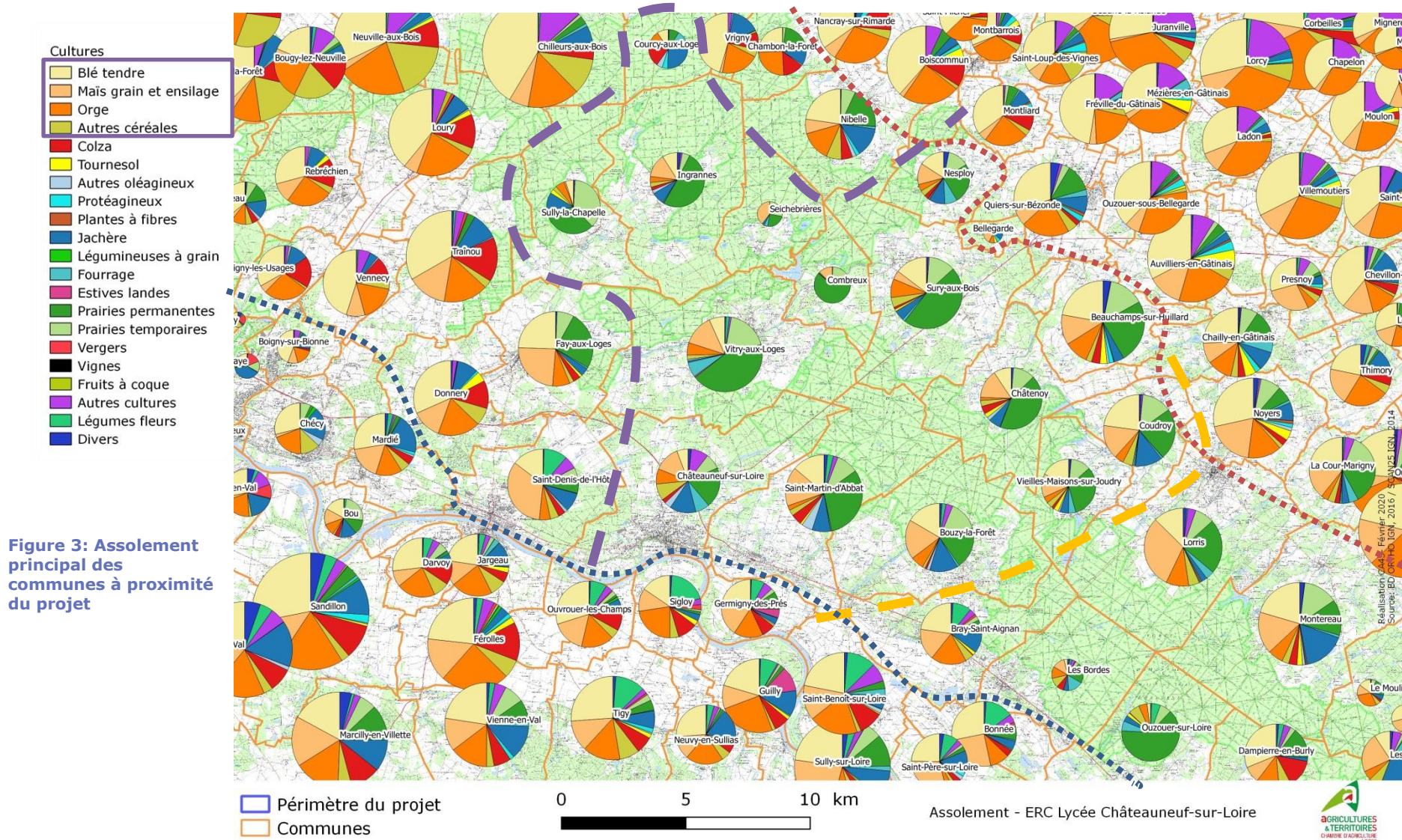


**Figure 2: Petites Régions Naturelles**

Les Petites Régions Naturelles permettent de regrouper les communes formant une zone d'agriculture homogène. Le projet est situé sur une commune de l'Orléanais en limite de la Loire. Les communes situées dans le Val de Loire, ont des exploitations orientées en grandes cultures et légumes principalement, ne correspondant pas à la commune de Châteauneuf-sur-Loire. Seules les communes de l'Orléanais seront donc ajoutées au périmètre d'études.



## 2. 1. 3. Prise en compte de l'assolement



La carte ci-dessus représente l'assolement principal des communes situées à proximité du projet. Bien que similaires pour un grand nombre de communes, deux délimitations apparaissent :

- A l'ouest, la part des céréales dans l'assolement (représentée du jaune à l'orange dans les diagrammes) augmente fortement par rapport à l'assolement de la commune du projet. De ce fait, nous proposons d'exclure du périmètre les communes de Saint-Denis-de-l'Hôtel, Fay-aux-loges, Trainou, Loury et Chilleux-aux-Bois (limite en pointillés violet) qui ont plus de 50% de céréales dans leur assolement.
- A l'est, la même délimitation apparaît, en effet la part de céréales augmente également dans les assolements des communes de Lorris et Bray-Saint-Aignan (limite en pointillés orange).

Les pointillés bleus et rouge marquent les délimitations des Petites Régions Naturelles, les communes au sud et au nord ont été exclues du périmètre au paragraphe précédent.

#### 2. 1. 4. Orientation des exploitations

Les exploitations des communes au cœur de la forêt d'Orléans sont majoritairement orientées vers de l'élevage (Cf. Tableau 1). Par contre, aucune des exploitations des communes de Sully-la-Chapelle et de Courcy-aux-Loges n'ont d'élevage. Nous proposons donc d'exclure ces communes du périmètre d'études.

**Tableau 1: Orientation principale des exploitations des communes à proximité du projet**

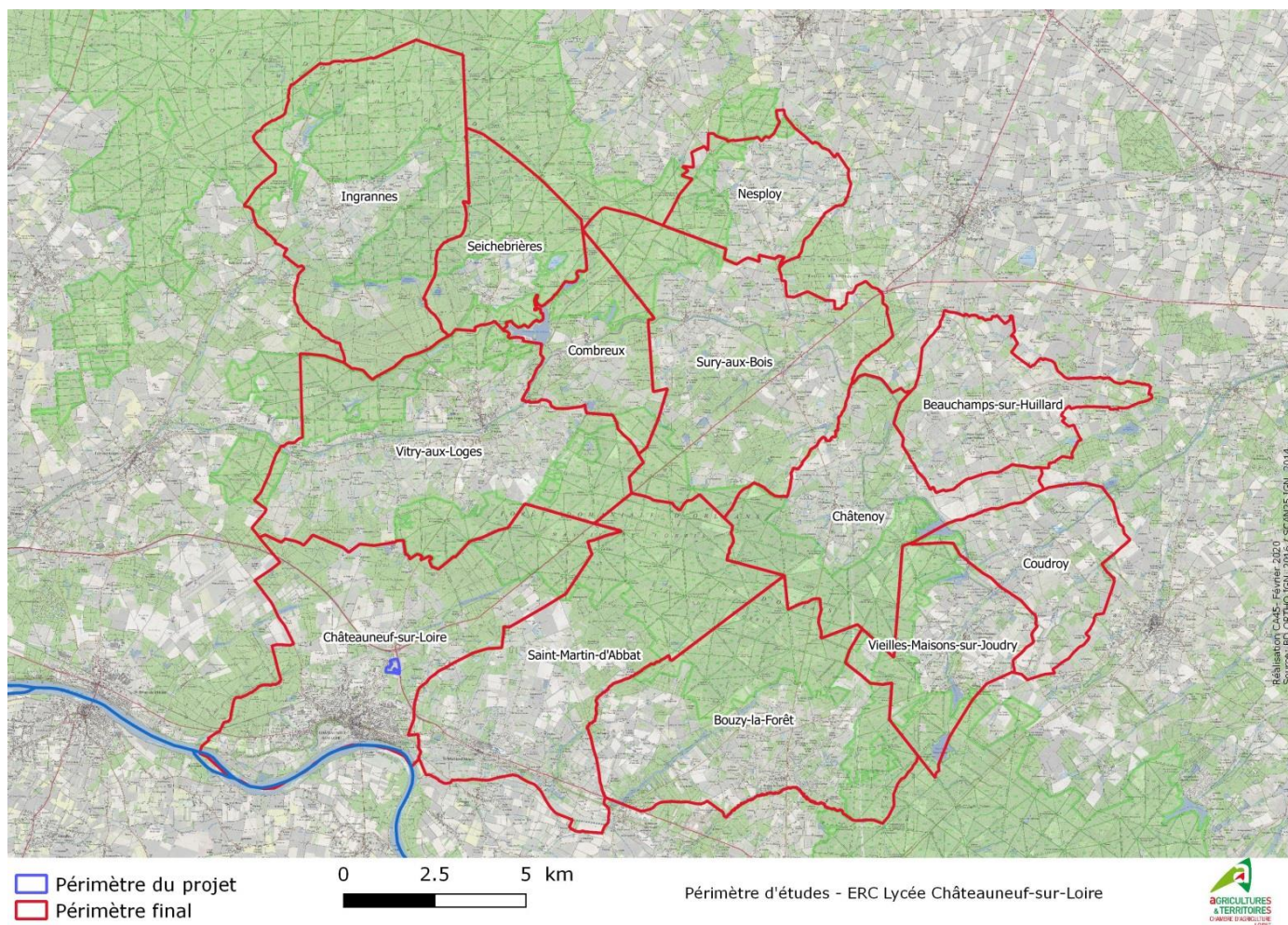
Commune	Nombre d'exploitations par commune	Nombre d'exploitations dont le code APE correspond à de l'élevage	Part des exploitations ayant de l'élevage
Combreux	1	1	100,0%
Seichebrières	2	2	100,0%
Ingrannes	8	6	75,0%
Coudroy	11	8	72,7%
Vieilles Maisons Sur Joudry	10	7	70,0%
Nesploy	8	5	62,5%
Sury Aux Bois	8	5	62,5%
Beauchamps Sur Huillard	14	8	57,1%
Bouzy La Foret	14	8	57,1%
Châtenoy	7	4	57,1%
Vitry Aux Loges	9	4	44,4%
<b>Châteauneuf Sur Loire</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>40,0%</b>
St Martin d'Abbat	20	7	35,0%
Sully La Chapelle	5	0	0,0%
Courcy Aux Loges	1	0	0,0%



## 2. 1. 5. Conclusion

Nous proposons donc le périmètre d'étude composé des treize communes suivantes :

Figure 4: Périmètre d'études





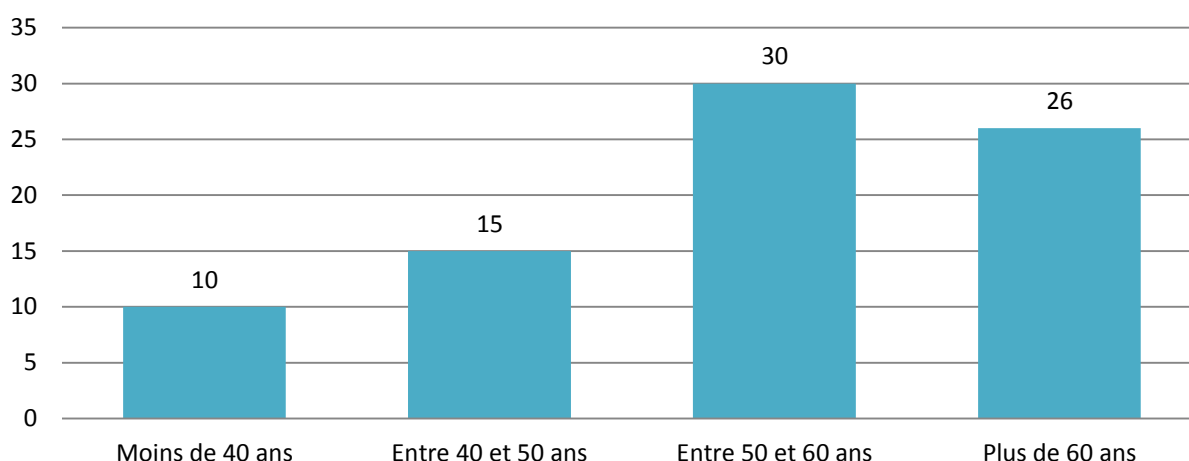
## 2. 2. Dynamique économique agricole du secteur, de la production primaire, de la transformation et de la première commercialisation

### 2. 2. 1. Nombre et profil des exploitations

D'après les données PAC de 2014, 160 exploitations ont au moins une parcelle dans le territoire concerné. Sur ce secteur, une exploitation cultive en moyenne 109 ha et 82 d'entre elles sont des exploitations individuelles. 137 exploitations ont leur siège sur le territoire déterminé.

Les données concernant l'âge des exploitants ne sont disponibles que pour les exploitations individuelles et se répartissent de la façon suivante :

**Nombre d'exploitants par tranche d'âge** (pour les exploitations individuelles)



Certains agriculteurs à la retraite conservent des parcelles de subsistances, ils apparaissent donc dans le diagramme ci-dessus dans la catégorie des « plus de 60 ans ». En effet 6 exploitants de plus de 60 ans cultivent moins de 10 ha, ils peuvent correspondre à cette catégorie des agriculteurs à la retraite.

### 2. 2. 2. Approche de l'emploi agricole direct

Dans le cadre du recensement agricole de 2010, des données en termes d'emplois par communes ont été recueillies. Ainsi le nombre d'emplois moyen par entreprise est de 1,23 ETP.

Sur le territoire, une exploitation moyenne de 109 ha induit donc 1,23 ETP direct dans les entreprises agricoles. Ce calcul ne tient pas compte de l'emploi amont et aval, difficilement quantifiable. Un ratio national généralement admis identifie 6 emplois indirects pour 1 emploi direct.

### 2. 2. 3. La production agricole primaire

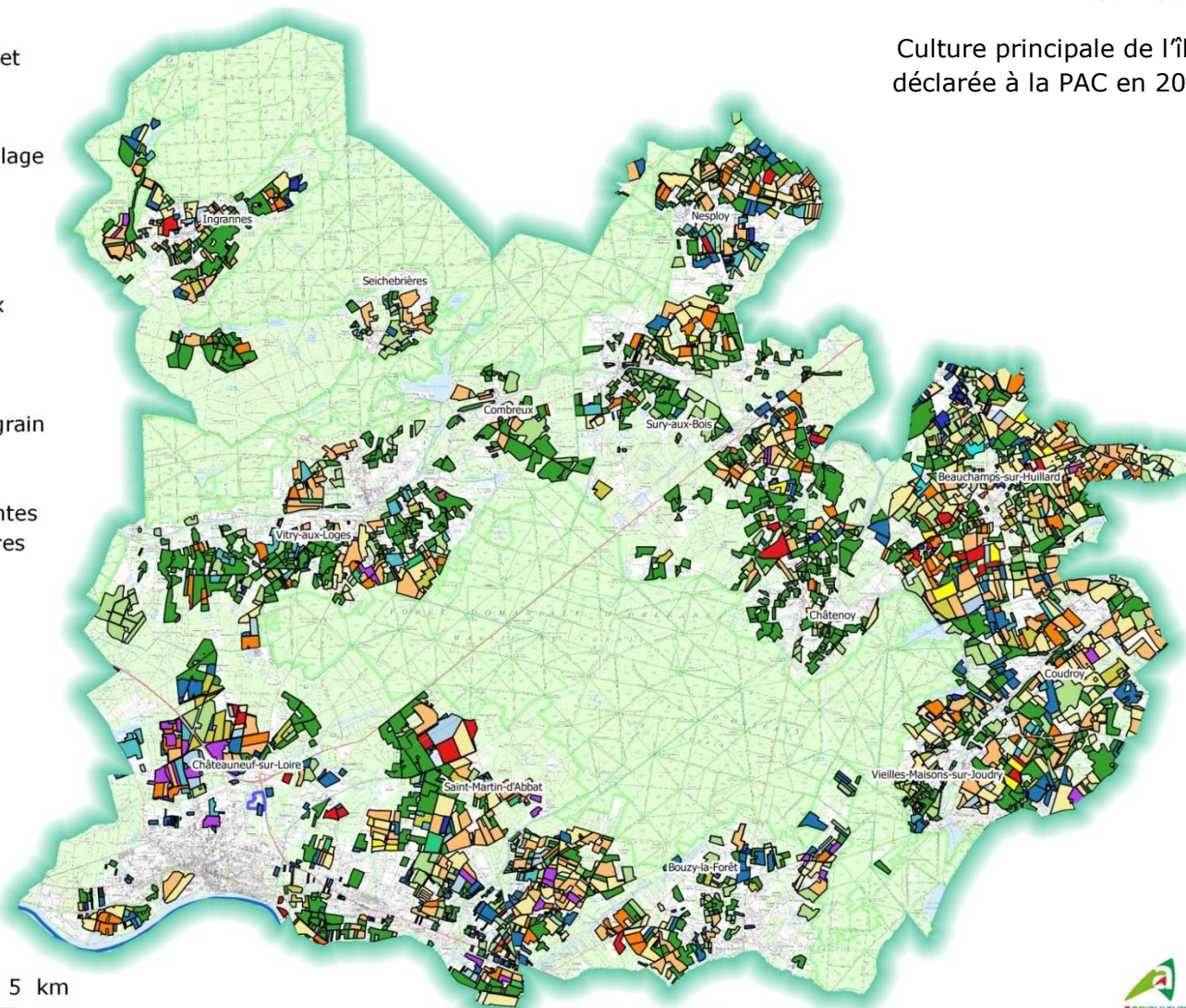
La carte ci-dessous présente la vocation principale des îlots déclarés à la PAC 2017. Les prairies permanentes ressortent majoritaires sur l'ensemble du territoire.

□ Périmètre du projet  
RPG2017

- Blé tendre
- Maïs grain et ensilage
- Orge
- Autres céréales
- Colza
- Tournesol
- Autres oléagineux
- Protéagineux
- Plantes à fibres
- Jachère
- Légumineuses à grain
- Fourrage
- Estives landes
- Prairies permanentes
- Prairies temporaires
- Vergers
- Vignes
- Autres cultures
- Légumes fleurs
- Divers

Culture principale de l'îlot  
déclarée à la PAC en 2017

0 2.5 5 km

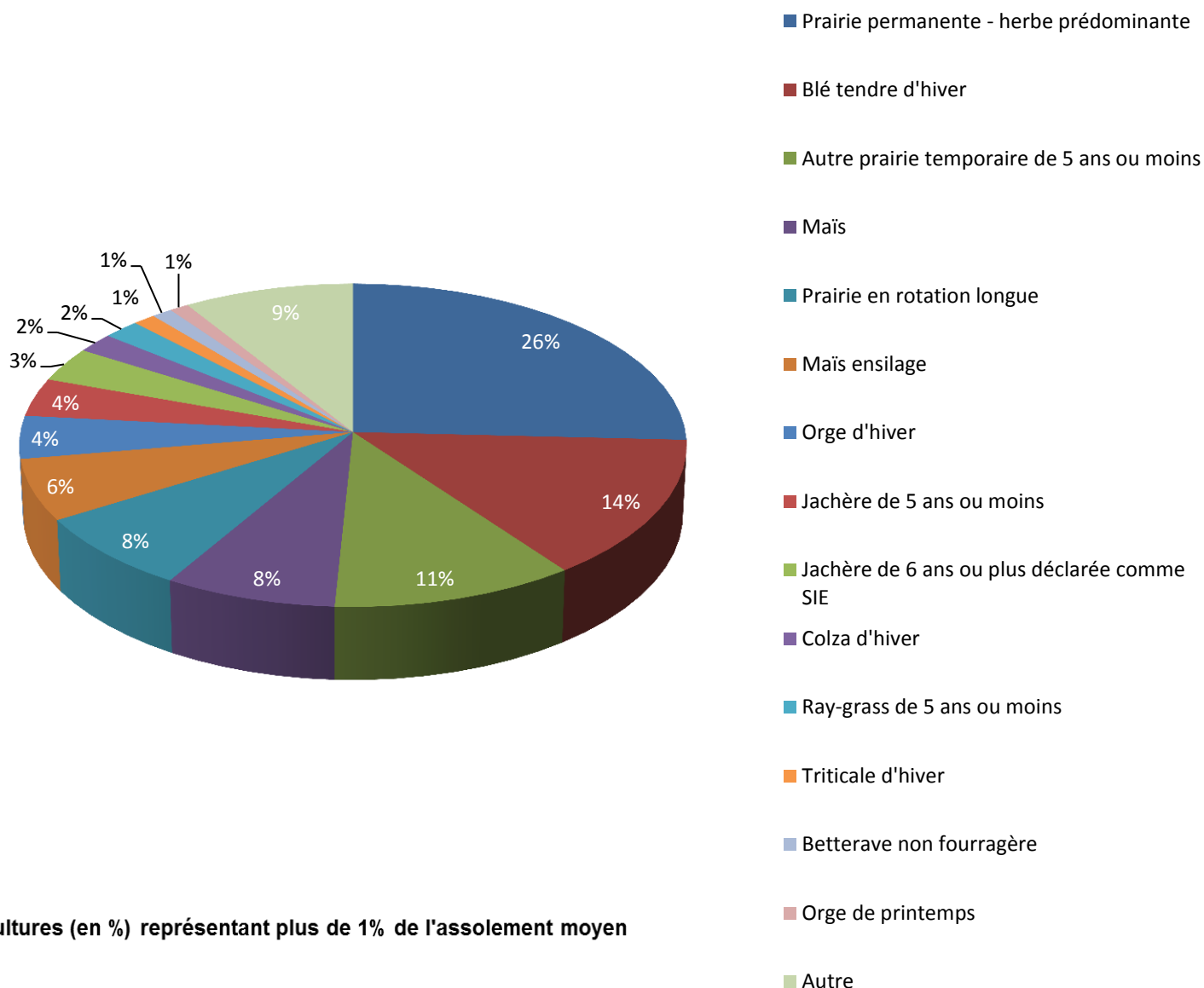


Réalisation C44S- Mars 2020  
Source: SCAN2S IGN, 2014 / RPG anonyme ASP, 2017

Etude préalable sur l'économie agricole et mesures compensatoires - Octobre 2020

Figure 5: Culture principale de l'îlot en 2017

Le graphique ci-dessous présente les cultures représentant plus de 1 % de l'assolement moyen de la zone d'étude en prenant en compte les catégories de la PAC en 2017, la catégorie autre correspond aux cultures présentes à moins de 1% dans l'assolement.



Les prairies permanentes sont la culture majoritaire avec une part de 26 % de l'assolement. Le blé tendre d'hiver, les prairies temporaires, le maïs et les prairies en rotation longue sont présents, quant à eux, respectivement à 14 %, 11% 8% et 8 % dans l'assolement moyen des exploitations.

Malgré le fait que les 5 principales productions de la zone représentent à elles seules 67% de l'assolement, le territoire apparaît diversifié. Certaines cultures peu représentées dans l'assolement total de la zone présentent des opportunités de marché de niche à forte valeur ajoutée, comme la pomme de terre par exemple.

**Tableau 2: Autres cultures présentes sur le territoire**

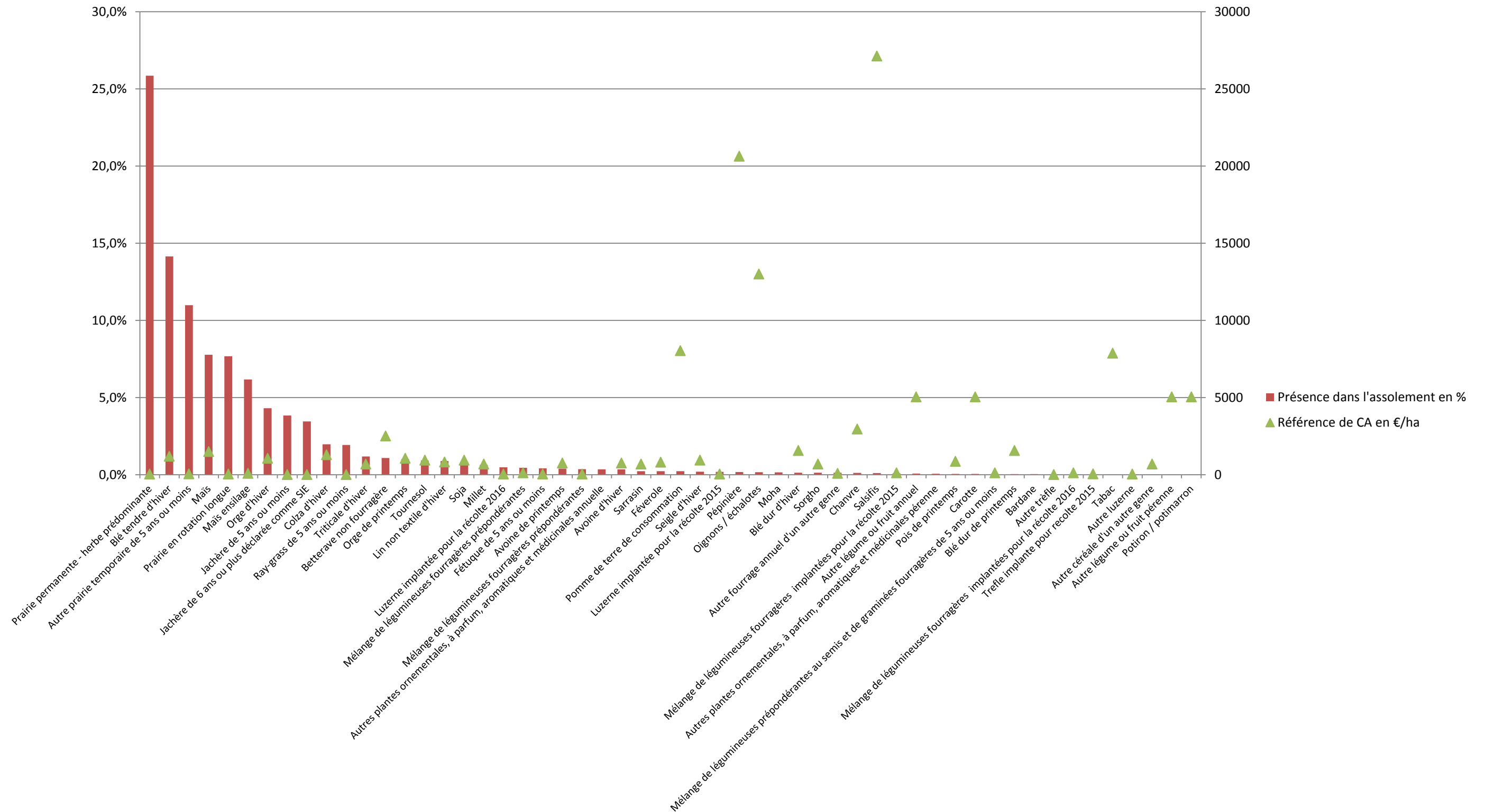
Culture	Surface dans le périmètre d'études en ha
Tournesol	80,8
Lin non textile d'hiver	77,8
Soja	56,44
Millet	55,85
Luzerne implantée pour la récolte 2016	42,01
Mélange de légumineuses fourragères prépondérantes au semis implantées pour la récolte 2016 et d'herbacées ou de graminées fourragères	39,56
Fétuque de 5 ans ou moins	36,54
Avoine de printemps	34,93
Mélange de légumineuses	31,67
Autres plantes ornementales, à parfum, aromatiques et médicinales annuelle	31,17
Avoine d'hiver	30,61
Sarrasin	20,54
Féverole	20,49
Pomme de terre de consommation	19,98
Seigle d'hiver	17,18
Luzerne implantée pour la récolte 2015	16,51
Pépinière	15,39
Oignons / échalotes	14,11
Moha	13,49
Blé dur d'hiver	11,35
Sorgho	11,08
Autre fourrage annuel d'un autre genre	11,01
Chanvre	10,64
Salsifis	9,9
Mélange de légumineuses fourragères implantées pour la récolte 2015	7,6
Autre légume ou fruit annuel	6,97
Autres plantes ornementales, à parfum, aromatiques et médicinales pérenne	5,49
Pois de printemps	5
Carotte	4,82
Mélange de légumineuses prépondérantes au semis et de graminées fourragères de 5 ans ou moins	4,7
Blé dur de printemps	4,14



Bardane	3,99
Autre trèfle	2,89
Mélange de légumineuses fourragères implantées pour la récolte 2016	2,75
Trèfle implante pour récolte 2015	1,99
Surface pastorale - ressources fourragères ligneuses prédominantes	1,17
Tabac	0,87
Autre luzerne	0,75
Autre céréale d'un autre genre	0,26
Autre légume ou fruit pérenne	0,22
Potiron / potimarron	0,05

Le graphique ci-dessous représente l'assolement type de la zone d'étude en pourcentage sur l'axe de gauche et la référence de chiffre d'affaire de la culture sortie de champs (donc hors transformation) sur l'axe de droite. Les références de prix proviennent à la fois des références de productions brutes standard de 2014 et du barème calamité de 2016.

### Pourcentage de l'assolement de la zone impactée et référence brute de chiffre d'affaire par culture



Nous pouvons observer que peu de cultures présentes ressortent avec un chiffre d'affaire à l'hectare très important. Le choix a donc été fait de prendre en compte l'ensemble des cultures étant présentes à plus de 1% dans l'assolement type. Les cultures représentant moins de 1% de la superficie ou n'étant pas présentes dans les cultures initialement impactées (cf 2.2.3) n'ont pas été intégrées dans l'assolement type simplifié.

L'assolement global retenu pour le territoire concerné est donc le suivant, la part de chaque culture a été ajustée afin que la somme des cultures de cet assolement soit de 100%.

**Tableau 3: Assolement type simplifié de la zone d'étude**

Culture	Superficie en ha dans le territoire concerné	% dans l'ensemble du territoire concerné	% ajustés
Prairie permanente - herbe prédominante	2277,38	26%	28%
Blé tendre d'hiver	1246,18	14%	15%
Autre prairie temporaire de 5 ans ou moins	967,43	11%	12%
Maïs	684,26	8%	9%
Prairie en rotation longue	676,36	8%	8%
Maïs ensilage	543,84	6%	7%
Orge d'hiver	379,05	4%	5%
Jachère de 5 ans ou moins	338,04	4%	4%
Jachère de 6 ans ou plus déclarée comme SIE	304,28	3%	4%
Colza d'hiver	173,36	2%	2%
Ray-grass de 5 ans ou moins	169,67	2%	2%
Triticale d'hiver	104,39	1%	1%
Betterave non fourragère	95,29	1%	1%
Orge de printemps	89,14	1%	1%

Cet assolement type simplifié permet d'avoir une bonne représentation de l'agriculture du territoire concerné. Dans le cadre d'impacts résiduels liés à une emprise foncière, plutôt que de cibler une culture impactée l'année de mise en place du projet, il sera considéré que c'est une partie de cet assolement type qui est prélevée.

Afin d'estimer au plus juste la production agricole primaire de la zone, l'influence des petites régions naturelles du territoire a été prise en compte. De la même manière que pour les barèmes d'indemnités EDF / RTE, le rendement pourra être modulé en fonction de la zone à laquelle la parcelle appartient. En Orléanais, les cultures voient leur rendement moyen diminué par rapport à la moyenne régionale Centre Val de Loire.

## 2. 2. 4. Première commercialisation

La valeur économique de la production agricole primaire sortie de champs, considérée comme la première commercialisation par les exploitants, est évaluée grâce à la Production Brute Standard (PBS). C'est une valeur de référence de l'AGRESTE, établissement public de statistiques agricoles. Elle décrit un potentiel de production pour les différentes cultures et peut s'apparenter au chiffre d'affaire à l'hectare des productions. Les données sont réalisées à l'échelle de la Région Centre-Val de Loire pour une grande majorité des cultures présentes sur le territoire. Ces valeurs sont calculées sans les Droits au Paiement de Base (DPB), aides de la PAC.

Ces références régionales ont été proposées à des opérateurs économiques du Loiret lors de rencontres sur d'autres thématiques. A chaque opérateur rencontré, il a été demandé les volumes récoltés, les prix d'achats aux exploitants et les rendements moyens de la zone. Ces différentes données ont permis de comparer et de valider les valeurs terrain à celles proposées par l'Agreste.

Lorsque les valeurs obtenues par la bibliographie étaient cohérentes avec les valeurs recueillies sur le terrain (à plus ou moins 10%) ce sont les valeurs bibliographiques qui ont été privilégiées. Ce choix permettra de justifier de l'origine de la donnée et, si nécessaire, de l'actualiser. Le tableau ci-dessous présente une synthèse des valeurs économiques retenues pour chaque production de la zone impactée.

Les cultures suivantes ont été réunies dans une même catégorie « les surfaces fourragères principales » :

- Prairie permanente - herbe prédominante
- Autre prairie temporaire de 5 ans ou moins
- Prairie en rotation longue
- Maïs ensilage
- Ray-grass de 5 ans ou moins

Les valeurs économiques retenues correspondent au produit brut par ha de surface fourragère principale par type d'élevage présents sur le périmètre d'études.

**Tableau 4: Valeur économique pour chaque production**

Culture	Valeur économique retenue /ha/ an
Blé tendre d'hiver	1 015 €
Maïs	1 341 €
Orge d'hiver	896 €
Jachère de 5 ans ou moins	- €
Jachère de 6 ans ou plus déclarée comme SIE	- €
Colza d'hiver	1 053 €
Triticale d'hiver	685 €
Surface fourragère principale Vache Allaitante	957 €
Surface fourragère principale Vache Laitière	2 693 €



Les productions de l'assolement type simplifié donnant lieu à une première transformation sur le territoire sont présentées dans le point ci-dessous.

### 2. 2. 5. **Première transformation**

La transformation a été prise en compte pour deux cultures dont les principaux transformateurs sont sur le territoire :

- Cuisson de la betterave rouge
- Elaboration de malt avec l'orge brassicole

Les données détaillées, présentées en annexe 2, prennent en compte le chiffre d'affaire de la commercialisation par les exploitants auprès de ces organismes et la valeur ajoutée de la transformation.

**Tableau 5: Valeur économique prenant en compte la transformation**

Culture	Valeur économique retenue /ha/ an
Orge de printemps	1 804 €
Betterave non fourragère	33 000 €

### 3. Analyse des incidences du projet sur l'économie agricole

#### Rappel du décret :

« L'étude préalable comprend :

3° L'étude des effets positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole de ce territoire. Elle intègre une évaluation de l'impact sur l'emploi ainsi qu'une évaluation financière globale des impacts, y compris les effets cumulés avec d'autres projets connus

« 4° Les mesures envisagées et retenues pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet. L'étude établit que ces mesures ont été correctement étudiées. Elle indique, le cas échéant, les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été retenues ou sont jugées insuffisantes. L'étude tient compte des bénéfices, pour l'économie agricole du territoire concerné, qui pourront résulter des procédures d'aménagement foncier mentionnées aux articles L. 121-1 et suivants »

#### 3. 1. Impacts du projet sur l'économie agricole

##### 3. 1. 1. Items d'impacts identifiés

- **L'impact sur la gestion de l'eau :** Les terres ne sont aujourd'hui ni irriguées ni drainées, de plus aucune canalisation ne traverse les champs. Le projet n'aura donc pas d'impact sur la gestion de l'eau.
- **La circulation des engins agricoles :** Le chemin de la parcelle agricole au sud du projet sera maintenu, la parcelle sera donc toujours accessible et exploitable.
- **La consommation de foncier productif.** Le projet prévoit de mobiliser 1,1 ha de foncier aujourd'hui cultivable, sans tenir compte des mesures de réduction de l'impact. Ces surfaces deviendront non productives pour l'agriculture et représenteront une perte de potentiel économique pour les filières agricoles et donc pour les opérateurs du territoire.

### 3. 1. 2. Analyse des impacts résiduels du projet sur l'économie agricole et l'emploi

Les impacts résiduels suivants ont été identifiés :

Tableau 6: Impacts résiduels

Item d'impact	Analyse	Impact résiduel
<b>Consommation de foncier productif</b>	Le foncier agricole (1,1 ha) qui sera effectivement consommé lors du projet ne produira plus, annuellement de la richesse sur le territoire.	Impact résiduel
<b>Circulations agricoles</b>	Les chemins seront conservés.	Sans impact résiduel

**1,1 ha de surfaces agricoles cultivables ont été identifiées comme concernées par le projet.** Elles sont aujourd'hui cultivées par un exploitant. Afin d'identifier l'impact économique sur les filières agricoles, il a été retenu de travailler sur le chiffre d'affaire des productions agricoles. La valeur ajoutée des transformateurs du territoire est également prise en compte (betteraves rouges et orge brassicole). Le chiffre d'affaire permet de prendre en compte la richesse créée sur le territoire ainsi que l'ensemble des charges que l'agriculteur paye, alimentant ainsi l'amont des filières (matériel, bâtiments, engrais, semences...).

**Tableau 7: Potentiel économique agricole de l'ensemble des superficies concernées : 1,1 ha (hors mesures de réduction d'impact).**

Culture	Surface dans le périmètre	% de l'assolement type ajustés	Valeur économique retenue	Potentiel économique impacté
SFP VA	2450	30%	957€	291€
SFP VL	2184	27%	2693€	731€
Blé tendre d'hiver	1246	15%	1015€	157€
Maïs	684	9%	1341€	114€
Orge d'hiver	379	5%	896€	42€
Jachère de 5 ans ou moins	338	4%	-€	-€
Jachère de 6 ans ou plus déclarée comme SIE	304	4%	-€	-€
Colza d'hiver	173	2%	1053€	23€
Triticale d'hiver	104	1%	685€	9€
Betterave non fourragère	95	1%	33000€	391€
Orge de printemps	89	1%	1804€	20€
			<b>Total</b>	<b>1 778 €</b>
			<b>Avec les DPB et PV</b>	<b>2 024 €</b>
			<b>Soit pour 1 ha définitivement perdu :</b>	1 616 €
			<b>Avec les DPB et PV</b>	1 840 €

Source DPB + PV : Valeur moyenne départementale (223,38€/ha), "Travaux EDF-RTE: Barème régional d'indemnisation pour 2017" ; DPB : Droit au Paiement de Base ; PV : Paiement Vert

Les 1,1 ha du projet génèrent chaque année 1 778 € d'économie agricole sur le territoire. En ajoutant les aides européennes (PAC) qui ne seront plus perçues sur ces surfaces, cela représente un potentiel de production de 2 024 € chaque année pour l'agriculture et ses filières sur le territoire.

### 3. 2. Mesures d'évitement et de réduction des impacts négatifs

L'ensemble de la parcelle sera aménagé par le porteur de projet, de ce fait il ne leur est pas possible de mettre en place une mesure d'évitement afin de réduire l'impact sur l'économie agricole du territoire.

### 3. 3. Identification des autres projets connus, potentiellement concernés par la compensation agricole collective

A ce jour, aucun autre projet faisant l'objet d'une étude préalable sur l'économie agricole n'a été recensé sur le territoire concerné.



### 3. 4. Impact sur l'économie agricole prenant en compte les mesures d'évitement et de réduction

L'impact sur l'économie agricole est comptabilisé sur 7 ans, ce qui correspond aux éléments validés dans d'autres départements dans des situations similaires. En réalisant un parallèle avec le protocole d'éviction, il est également considéré qu'une exploitation met entre 6 ans (pression foncière normale) et 10 ans (pression foncière très élevée) à rééquilibrer son entreprise.

**Tableau 8: Impact sur l'économie agricole**

Culture	Surface dans le périmètre	% de l'assolement type ajustés	Valeur économique retenue	Potentiel économique impacté
SFP VA	2450	30%	957€	291€
SFP VL	2184	27%	2693€	731€
Blé tendre d'hiver	1246	15%	1015€	157€
Maïs	684	9%	1341€	114€
Orge d'hiver	379	5%	896€	42€
Jachère de 5 ans ou moins	338	4%	-€	-€
Jachère de 6 ans ou plus déclarée comme SIE	304	4%	-€	-€
Colza d'hiver	173	2%	1053€	23€
Triticale d'hiver	104	1%	685€	9€
Betterave non fourragère	95	1%	33000€	391€
Orge de printemps	89	1%	1804€	20€
			<b>Total</b>	<b>1 778 €</b>
			<b>Avec les DPB et PV</b>	<b>2 024 €</b>
<b>Impact économique total sur l'économie agricole sur 7 ans:</b>				<b>14 166 €</b>

**La valeur économique à recréer est donc de 14 166 €.**

#### 4. Proposition de mesures de compensation et modalités de mise en œuvre

##### Rappel du décret :

« L'étude préalable comprend :

« 5° Le cas échéant, les mesures de compensation collective envisagées pour consolider l'économie agricole du territoire concerné, l'évaluation de leur coût et les modalités de leur mise en œuvre. »

##### 4. 1. Proposition de mesures de compensation

Les trois mesures proposées ne sont pas cumulatives, si la première proposition venait à ne pas voir le jour, la deuxième mesure serait alors envisagée, le principe est le même pour la troisième.

###### 4. 1. 1. Abattoir mobile de volailles fermières

Plusieurs exploitants sont en réflexion pour investir dans un abattoir mobile pour l'abattage de volailles fermières et la commercialisation en circuit court de leurs productions.

Les volailles sont pour l'instant abattues à l'abattoir de Cosne sur Loire dans la Nièvre ou à celui de Blancafort dans le Cher.

L'abattoir mobile permettrait de limiter les déplacements et de mutualiser les coûts, les exploitants envisagent donc d'investir dans leur propre abattoir. Ils pourraient ainsi mieux valoriser leur production.

En l'absence de données économiques précises, nous proposons d'utiliser le rendement économique moyen des projets de 1€ investi pour 2€ générés, soit un **montant de la compensation de 7 083 €**.

Si le projet n'aboutissait pas, le maître d'ouvrage propose que la somme résiduelle (7 083 € - les sommes déjà engagées dans le projet) soit allouée à un appel à projet permettant d'identifier un nouveau projet qui n'aurait pas été envisagé à ce jour.

###### 4. 1. 2. Appel à projets auprès des agriculteurs du territoire

Un appel à projets d'un mois sera proposé aux agriculteurs du territoire afin d'identifier un potentiel projet collectif. Il sera communiqué largement, notamment par mail à l'ensemble des agriculteurs du territoire concerné. Il aura pour objectif de proposer un financement (taux et plafond à définir) pour des investissements agricoles collectifs en lien avec les filières du territoire. Des critères de choix seront proposés. Par exemple, le potentiel de création de valeur ajoutée du projet (notamment par la réduction des charges, la réduction des intrants etc...). L'appel à projet de début d'année 2020 sera utilisé comme base et simplifié.

#### 4. 1. 3. Guide des circuits courts

Dans le cas où le projet proposé ne verrait pas le jour et qu'aucun groupe d'exploitant ne se manifeste lors de l'appel à projets, le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne souhaite développer un projet qui pourrait éventuellement entrer dans le cadre de la compensation : il s'agit de la réalisation et diffusion d'un outil de communication pour valoriser les producteurs agricoles du territoire en vente directe et/ou circuits de distribution à l'échelle du PETR.

Dans le cadre de ce projet, est envisagée la mise à jour d'un guide des producteurs en vente directe. Il s'agit de réactualiser et abonder les bases de données des agriculteurs de ce guide suite à de nombreux changements intervenus depuis la première édition : évolution du périmètre du territoire, cessations d'activités, installations, créations de nouveaux points de ventes..... Cette réactualisation suppose des enquêtes terrains et la refonte du document.

Le guide permettra la promotion et la valorisation des productions locales à l'échelle du bassin de vie, permettant ainsi aux producteurs une évolution des débouchés de proximité et une meilleure localisation des fermes et des points de vente directe, avec pour effet attendu de développer le chiffre d'affaires des producteurs en vente directe référencés et promus.

Le montant de la compensation ou la somme résiduelle pourrait donc être alloué à ce projet

#### 4. 1. Mise en paiement des mesures

Le paiement du projet retenu pourra intervenir dès que celui-ci verra le jour.

Le paiement ne sera pas lié à l'avancée des travaux du Lycée en projet.